

Convention collective départementale

IDCC : **9331** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES**
(Gironde)

(23 juin 2015)

(Étendue par arrêté du 23 novembre 2016,
Journal officiel du 3 décembre 2016)

Avenant n° 5 du 4 septembre 2018
relatif à la révision de trois articles de la convention collective

NOR : AGRS2097178M

IDCC : 9331

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA de la Gironde ;

Fédération départementale des CUMA de la Gironde ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires de la Gironde,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agro-alimentaire de la Gironde CFDT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC ;

Union départementale des syndicats CFTC de la Gironde,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux ont adopté le changement de nom d'ADEFA 33 en association nationale emploi formation ANEFA 33. Ce changement de nom conduit à réviser l'article 12 de la convention collective mentionnant cette association.

L'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 (art. L. 1234-9 du code du travail) et le décret n° 2007-1398 du 25 septembre 2017 (art. R. 1234-2 et s. du code du travail) ont modifié les dispositions du code du travail relatives aux règles de calcul de l'indemnité de licenciement. Les partenaires sociaux conviennent en conséquence de réviser l'article 19 de la convention collective.

La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 (art. L. 3142-4 notamment du code du travail) a modifié les dispositions relatives aux congés pour événements familiaux. Il convient en conséquence de réviser l'article 55 de la convention collective.

Article 1^{er}

L'article 12 de la convention collective de travail des exploitations agricoles de la Gironde est modifié comme suit :

« Article 12 | *Association nationale pour l'emploi et la formation professionnelle agricole (ANEFA 33)*

L'ANEFA 33 participe au développement de l'emploi et de la formation professionnelle des exploitations agricoles de la Gironde entrant dans le champ d'application de la présente convention collective par des actions de promotions, de valorisation et d'adaptation des métiers de l'agriculture. Son financement est assuré par une participation patronale et salariale sur la base d'une cotisation dont le taux est fixé ci-après en annexe. La participation à la charge des employeurs et celle à la charge des salariés sont réparties à parts égales. Ces cotisations exigibles aux mêmes échéances que les autres cotisations d'assurances sociales sont appelées par la caisse de mutualité sociale agricole de la Gironde.

Cet accord sur le financement de l'ANEFA 3 est révisable par période biennale. »

Article 2

L'article 19 de la convention collective de travail des exploitations agricoles de la Gironde est modifié comme suit :

Article 19 | Résiliation du contrat de travail à durée indéterminée

Licenciement

La 3^e phrase est modifiée comme suit :

- « Le salarié qui compte 8 mois d'ancienneté ininterrompue chez le même employeur bénéficiera, sauf faute grave ou lourde, d'une indemnité fixée comme suit :
- moins de 10 ans d'ancienneté : $\frac{1}{4}$ de mois \times le nombre d'années d'ancienneté ;
 - à partir de 10 ans d'ancienneté : $\frac{1}{4}$ de mois \times 10 ans (pour les 10 premières années)
+ $\frac{1}{3}$ de mois \times le nombre d'années d'ancienneté au-delà de 10 ans. »

La suite de l'article reste inchangée.

Article 3

L'article 55 de la convention collective de travail des exploitations agricoles de la Gironde est modifié comme suit :

Article 55 | Les jours de congé pour événements familiaux

La 1^{re} phrase est modifiée comme suit :

- « Des congés exceptionnels payés sont accordés aux salariés à l'occasion des événements familiaux suivants :
- mariage du salarié ou conclusion d'un Pacs : 4 jours ouvrables ;
 - mariage d'un enfant du salarié : 2 jours ouvrés ;
 - décès d'un enfant : 5 jours ouvrables ;
 - obsèques du conjoint, concubin, d'un partenaire lié par un Pacs, du père, de la mère, d'un frère, d'une sœur, de l'un des 2 beaux-parents du salarié : 3 jours ouvrables ;
 - annonce de la survenance d'un handicap chez un enfant : 2 jours ouvrables. »

La suite de l'article reste inchangée.

Article 4

Le présent accord vaut pour toutes les entreprises y compris les petites qui n'appellent pas de clause particulière.

Article 5

Les dispositions du présent avenant prennent effet le 1^{er} jour du mois civil suivant la parution de l'arrêté d'extension.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la DIRECCTE, unité territoriale de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)